

L'Europe rêvée de Juncker

- Le président de la Commission a présenté sa vision de l'avenir de l'Union européenne.
- Son discours sur l'état de l'Union était dense et audacieux.
- Reste à voir si les ambitions affichées seront partagées par les Etats membres.

Eclairage Olivier le Bussy
Envoyé spécial à Strasbourg

Jean-Claude Juncker n'est pas à l'article de la mort – même si son nerf sciatique le fait souffrir. Aussi rechignera-t-on à qualifier de testamentaire le discours sur l'état de l'Union européenne prononcé, mercredi matin, par le président de la Commission devant le Parlement européen, à Strasbourg. Il n'empêche qu'en dévoilant sa vision quant à la manière dont l'Union devrait évoluer dans la décennie à venir, Jean-Claude Juncker, qui s'en tiendra à un unique mandat au Berlaymont, a, en quelque sorte, voulu laisser un héritage. *"J'ai vécu et travaillé pour le projet européen toute ma vie"*, a rappelé le Luxembourgeois. Actif sur la scène européenne depuis quatre décennies, Jean-Claude a suivi, au plus près, les évolutions de l'Union. Il a eu le temps de se faire une idée des transformations à apporter à la construction européenne et a compilé ses réflexions dans son "Etat de l'Union".

Elaboré et peaufiné depuis le début de l'été, le discours est dense. Il est porteur d'une vision que les uns qualifieront d'ambitieuse, d'autres d'idéalisme béat. Certaines des propositions qu'il contient seront considérées tantôt comme audacieuses, tantôt comme irréalistes. Que retenir de ce "SOTEU" ?

Ce que l'on attendait qu'il dise et propose

Jean-Claude Juncker s'est-il plu à souligner que l'Europe a désormais *"le vent en poupe"* : les Vingt-sept ont resserré les rangs et *"dix ans après le déclenchement de la crise, l'Europe connaît enfin un rebond économique"*. C'était un passage obligé, pour marquer le contraste avec l'atmosphère qui régnait l'an dernier, à la même époque : l'UE était ébranlée par le référendum sur le Brexit et redoutait que les résultats des élections aux Pays-Bas et en France ne l'envoient par le fond. *"De nouvelles opportunités s'ouvrent à nous, mais elles ne resteront pas ouvertes éternellement"*, a averti le chef de l'exécutif européen. Non sans ajouter *"qu'elle ne le resterait pas éternellement"*. Comprendre : *"C'est aujourd'hui que nous devons préparer l'Union de demain"*.

Il a établi la liste des chantiers prioritaires que la Commission entend lancer, jusqu'à mai-2018 – la

deadline, en raison de temps long législatif européen, et de la tenue des élections européennes, l'année suivante.

Sans surprise, il a indiqué que la Commission continuerait à mettre le grand braquet sur le commerce international, annonçant l'ouverture de négociations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Jean-Claude Juncker a également montré qu'il n'était pas sourd. Il a répondu aux critiques de la société civile. Dorénavant, la Commission rendra publics les projets de mandat de négociations.

L'ancien président de l'Eurogroupe était très attendu sur les projets de réforme de l'Union économique et monétaire. La proposition de créer un ministre européen de l'Economie et des Finances était dans l'air. Jean-Claude Juncker veut la faire atterrir, par *"soutien d'efficacité"*. Il suggère de conférer à ce grand argentier européen les fonctions de vice-président de la Commission, de président de l'Eurogroupe, de coordinateur des instruments financiers de l'Union et le charger d'encourager et d'accompagner les réformes structurelles dans les Etats membres.

En revanche, s'il souhaite *"qu'une ligne conséquente du budget européen soit dédiée à la zone euro"*, il s'oppose à la création d'un budget et d'un Parlement propres à la zone euro, comme le souhaite le président français Macron.

Ce sur quoi il a insisté

Car Jean-Claude Juncker tient absolument à préserver l'unité européenne. Il n'est pas partisan du concept d'Europe à plusieurs vitesses poussé par la Belgique, entre autres. Aussi a-t-il plaidé pour que l'espace Schengen, s'ouvre, enfin, à la Roumanie et la Bulgarie, et invité les pays qui n'y sont pas à rejoindre la zone euro et l'Union bancaire – un appel qui pourrait se fracasser contre la réalité.

M. Juncker veut apaiser les tensions entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est. Aux seconds, il a assuré qu'il n'accepterait pas que leurs citoyens soient traités comme des *"consommateurs de seconde zone"*, auxquels on vend des produits de moindre qualité. Il n'en a pas moins rappelé que *"l'Union est bien plus que le marché intérieur et la monnaie. Elle est une question de valeurs"*. Les prin-

Réactions

Le président du Conseil européen, Donald Tusk se réjouit que le *"discours sur l'état de l'Union se concentre sur l'unité et la résolution des problèmes réels et pressants : la migration, la sécurité et l'économie"*. Lire entre les lignes : le Polonais réagit en tant que Polonais, et il n'est pas pressé de discuter de la possible disparition de son poste.

"Le Conseil européen est une institution importante pour les Etats membres. Ne mélangeons pas les compétences", a pour sa part tweeté le Premier ministre danois Lars Lokke Rasmussen.

Le chef de cabinet de la chancelière Angela Merkel a salué un *"grand discours important"*.

La Première ministre britannique Theresa May n'a pas regardé la diffusion du discours sur l'Etat de l'Union. **OleB**

"C'est aujourd'hui que nous devons préparer l'Union de demain."

Jean-Claude Juncker
Président de la Commission

cipes qui la fondent sont “la liberté, l'égalité des droits, et l'état de droit”. Ce dernier “n'est pas une option”. Le message est passé à Varsovie et Budapest.

Là où il a pris tout le monde de court

Jean-Claude Juncker a proposé de fusionner les fonctions de président de la Commission et de président du Conseil européen. “Le paysage européen serait plus lisible et plus compréhensible si le navire européen était piloté par un seul capitaine.” Il s'agit, là encore, d'une idée remontant au début des années 2000. Il n'est pas certain, cependant, qu'elle soit de nature à séduire les Etats membres les moins férus de la “méthode communautaire”.

Jean-Claude Juncker a également suggéré d'en finir avec la paralysante règle des décisions à l'unanimité au Conseil, dans des domaines tels que l'énergie, le social et la fiscalité. Nul besoin de changer les traités pour cela, a-t-il précisé, faisant état des dispositions oubliées des clauses passerelles, qui permettent aux Etats membres de décider de changer le processus de décision... à l'unanimité. Pas gagné.

Ce dont il a à peine parlé, pour rebondir aussitôt sur autre chose

Ce n'est qu'à la fin de son discours que Jean-Claude Juncker a évoqué le Brexit. Le 29 mars 2019, le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne sera effectif. “Ce sera un moment triste et tragique. Nous le regrettons tous”, a-t-il affirmé. Pour aussitôt préciser qu'il faudrait tourner la page sans délai. Il a appelé “le président Tusk et la Roumanie (qui présidera l'UE à ce moment) à organiser un

sommet européen spécial”, dans la ville roumaine de Sibiu, le 30 mars, soit au lendemain du Brexit.

A cette occasion, Jean-Claude Juncker espère pouvoir annoncer que le chantier de réfection de l'Union est largement avancé. “Nous avons commencé à réparer le toit. Mais nous devons finir le travail tant que le soleil brille encore. Parce que quand les prochains nuages apparaîtront à l'horizon – et ils apparaîtront il sera trop tard.” Dixit l'homme qui, lors de son entrée en fonction, avait déclaré que sa Commission était celle “de la dernière chance”.

Mais encore...

Jean-Claude Juncker propose de créer une agence européenne de la cybersécurité, car les cyberattaques “peuvent être plus dangereuses pour la stabilité des démocraties et des économies que les fusils et les chars”.

Le président de la Commission insiste pour que soit adoptée la directive révisée sur les travailleurs détachés, pomme de discorde entre les pays de l'Ouest et de l'Est. Ce qui est neuf : la suggestion de mettre en place une Autorité commune de l'Emploi, chargée de faire respecter l'équité dans le marché unique – une idée de la Belge Marianne Thyssen, commissaire européenne à l'Emploi.

L'élargissement a été mis au frigo pendant cinq ans, mais l'UE doit donner une réelle perspective d'adhésion aux pays des Balkans. En revanche, l'adhésion de la Turquie est exclue dans un avenir proche. Message au président Erdogan. “Libérez les journalistes, et pas seulement les nôtres. Arrêtez d'insulter nos Etats membres et les dirigeants en les traitant de fascistes et de nazis. Celui qui offense se ferme la porte de notre Union.” Message au “grand peuple turc et à ceux qui veulent travailler avec nous dans le cadre de nos valeurs” : “Notre main sera toujours tendue.”

C'est le président Macron qui va être content : le président de la Commission propose que les investissements d'entreprises publiques étrangères dans des secteurs européens stratégiques (énergies, technologies, ports...) fassent l'objet d'une “analyse approfondie”. Tous les Etats membres ne seront pas aussi enthousiastes que le Français. **OleB**

Des propositions réalistes ou utopistes ?

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Audacieuses, les propositions de Jean-Claude Juncker sont-elles réalistes ou tiennent-elles du rêve éveillé ? “Rêver, ce n'est pas son genre, Juncker est trop intelligent pour ça”, rétorque l'eurodéputée socialiste belge Marie Arena. “Il faudra passer de la parole aux actes” en activant le lobbying, car “les majorités politiques n'y sont pas”. Et d'épingler : “Au fond, ce qu'il a dû Juncker correspond aux groupes de gauche. C'est donc d'abord son groupe de droite, le Parti populaire européen (PPE) qu'il va devoir convaincre.”

Côté PPE, cependant, le discours a plu, en tout cas aux Républicains français. Percu comme “punchy”, il est qualifié de “réaliste” par Philippe Juvin. “Grâce au Brexit, la Grande-Bretagne ne pourra plus tout freiner comme elle l'a fait par le passé.” Point positif pour lui, comme pour Franck Proust : la remise en question de la règle de l'unanimité au Conseil, “énorme facteur de blocage”.

Une perspective qui, justement, ulcère le Britannique Syed Kamal, président des conservateurs et réformistes européens. Ce pro-Brexit dénonce la mise en place d’“un super Etat européen” et la perspective de “plans de croissance à la soviétique”. La clé, c'est le

“business”, que “l'UE doit l'aider à se développer”. Sous-entendu : et s'en tenir là.

“J'ai beaucoup aimé votre discours empreint de vision et d'ambition”, a déclaré au président Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux-démocrates, et fédéraliste devant l'Eternel. “Ne pensons pas que la guerre est gagnée”, après les défaites électorales des nationalistes, a complété le Belge, “mais, c'est vrai, c'est le moment ou jamais”.

“Juncker ne rêve pas, mais son discours n'intègre pas toute la réalité.”

Stelio Kouloglou
Eurodéputé grec du parti de gauche radicale Syriza.

et les pays pauvres non plus, car ils ont vu ce qui est arrivé en Grèce...”. Il admet que “les chiffres sur la reprise cités par Juncker sont justes”, mais précise qu’“ils ne reflètent pas la réalité humaine de ceux qui ont été frappés par l'austérité”. Et de conclure : “Juncker ne rêve pas, mais son discours n'intègre pas toute la réalité”.

Dubitatif, le Grec Stelio Kouloglou (Syriza) qui siège dans les rangs de la Gauche unitaire européenne, “ne doute pas que les intentions de Juncker soient bonnes”, mais rappelle “que les bonnes intentions peuvent paver l'enfer”. Pour lui, la perspective d'ouvrir la zone euro à tous les Etats membres “n'est pas réaliste : des pays riches, comme le Danemark, n'en veulent pas

Quant au coprésident du groupe des Verts, Philippe Lamberts, il a prononcé en plénière le “discours qu'il aurait rêvé entendre” en imaginant une Europe où toute mesure envisagée passerait au crible des normes sociales et environnementales.